

Bien qu'elle ne soit plus ministre de la Condition féminine et de la famille, Faïda Mwangilwa continue à militer pour que la Congolaise investisse tous les secteurs de la vie publique à travers un bureau de consultants en genre.

«Je suis intéressée par la défense des droits des femmes et surtout par leur participation dans la gestion des affaires publiques. Et ce n'est pas seulement en politique.

Je pense à tous les secteurs de la vie nationale ». Cette déclaration vient d'une Congolaise engagée dans la lutte pour la promotion du genre, Faïda Mwangilwa, licenciée en sciences de l'éducation auprès de l'Université de Kisangani dans la Province orientale.

Elle a gravi les échelons dans la vie publique jusqu'à occuper, entre 2003 et 2007, les fonctions de ministre de la Condition féminine et de la famille.

Et comme activiste des droits de femmes, elle compte à son actif plusieurs formations et animations d'ateliers de travail en rapport notamment avec l'élaboration de certains documents sur les droits de la femme, sur les stratégies de lutte contre les violences sexuelles et sur les autres perspectives d'intégration du genre dans les programmes de bonne gouvernance et de développement en République Démocratique du Congo (RDC).

Elle a participé à plusieurs consultations nationales avant même d'intégrer le gouvernement en 2003. Cette ancienne ministre de la Condition féminine et de la famille se souvient de l'expérience des femmes congolaises participant au dialogue inter congolais à Sun City en Afrique du Sud qui a finalement débouché sur une Constitution de transition, de même qu'un gouvernement de transition.

« Avant d'aller à Sun City, un mouvement des femmes s'est créé pour harmoniser l'agenda. Nous avons des différences d'appartenances sociales et politiques. Mais nous avons aussi des problèmes communs. Quand on parle de la discrimination de la femme, il n'y a pas d'appartenance, ni de couleurs politiques qui compte ».

A l'époque où elle était ministre, le cabinet de Faïda Mwangila était ouvert en permanence à toutes les femmes.

Elle dit avoir bénéficié grandement des contributions de ces dernières. Aujourd'hui, elle est à la tête d'un bureau de consultants en genre. Preuve qu'il y a une vie après avoir été ministre. « Vous avez occupé des fonctions publiques.

Une fois que vous n'êtes plus ministre, il n'y a pas lieu de disparaître. Vous ne pouvez pas aller vous enfermer dans votre cuisine. Il faut que l'expérience acquise profite à d'autres personnes», dit-elle.

Elle déplore qu'en RDC, les femmes continuent à subir des violences en milieu professionnel et que le harcèlement sexuel soit de plus en plus récurrent.

Cette consultante en genre s'est assignée comme cheval de bataille la défense de l'agenda de la femme qui doit interpeller toutes les autorités compétentes tant au niveau national qu'au niveau international. Faïda Mwangilwa pense aussi que les guerres à répétition dans l'Est du pays ont eu un impact négatif sur la vie des femmes et des enfants.

« Il est capital de faire connaître les retombées dévastatrices des conflits armés en RDC. Car, très souvent ceux-ci sont méconnus d'autres femmes et même des hommes ».

A l'époque où elle était ministre, le gouvernement avait mis sur pied des programmes et mécanismes visant la promotion de la femme et de la jeune fille en tenant compte des 12 domaines critiques du plan d'action de Beijing dont l'élaboration de lois garantissant l'égalité des chances à tous et la prévention des discriminations sur la base du sexe.

C'est ainsi que le ministère de la Condition féminine et de la famille dont elle avait la charge a mis sur pied la Commission femme, famille et enfant au sein du Parlement, le Programme National pour la Promotion de la Femme Congolaise, le Conseil National de la Femme, le Comité Technique des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté pour lesquels elle a recherché la collaboration d'autres partenaires sociaux et d'organisations multilatérales,

bilatérales et nationales qui ont conçu des projets de lutte contre la pauvreté de la femme.

Malgré tous ces efforts, Faïda Mwangila reconnaît que la réduction de la pauvreté qui frappe 80% de la population - celle-ci survit avec moins d'un dollar par jour -, n'a pas été une réussite.

Tout comme la santé de la Congolaise se détériore avec la propagation du VIH/SIDA, conséquence de violences lors des guerres à répétition qu'a connu la RDC et ceci, bien que, le Programme National de Lutte contre le SIDA, mis en place par le gouvernement, ait permis d'établir une carte géographique de l'évolution de la pandémie et l'installation des sites sentinelles de lutte contre le VIH/SIDA.

« Les efforts fournis jusque là doivent être soutenus tandis que les défis à relever exigent le concours de tous pour la bonne exécution d'initiatives en faveur de la promotion et de la protection de la femme, ainsi que de la jeune fille », affirme-elle.

Elle multiplie les actions de lobbying auprès des tous ceux qui sont favorables au principe de parité. Dans cette optique, elle a approché individuellement des membres du bureau de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ainsi que des membres siégeant sur les commissions politiques, administratives et judiciaires. Des rencontres informelles ont été également initiées.

Elle est consciente que 2015 est au pas de la porte et que c'est l'année échéance pour les dispositions du Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement. Instrument régional signé et ratifié par la RDC.

« Nous sommes encore loin d'atteindre toutes ces dispositions. Nous devons militer pour un agenda post 2015 solide. Notre lutte continue de plus belle », dit-elle.